

gewerkschaft vida
BFG Luft und Wasser

Objekt 620 / 1. OG
1300 Flughafen Wien

Telefon: +43 1 7007 388 91
Fax: +43 1 53444 102 923
luft.wasser@vida.at
www.vida.at

Bundesministerium für Verkehr,
Innovation u. Technologie
Frau Bundesminister Doris Bures
Radetzkystraße 2
1030 Wien



ZVR-Nr.: 576439352
DVR-Nr.: 0046655
ATU: 16273100

Wien, 02.03.2010

Air traffic controllers of FAB CE declare solidarity with French colleagues

Dear Minister Bures,

we, Danube ATCU as social partner within FAB CE, representing the Air Traffic Controllers' Unions of Austria, Czech Republic, Hungary and Slovakia, as well as the Austrian trade union vida and employees of Austro Control, wish to express our support for our French colleagues' protest against consolidation of air traffic control centres in FABEC. The strike of the French trade unions, from February 23rd till 26th 2010 is fully supported by Danube ATCU and the Federal Group – Civil Aviation and Maritime Traffic in the trade union vida.

The French trade unions, representing the employees in the air traffic management, protest against the French Transport Ministry's plan to merge air traffic control centres in France, Germany and Switzerland and urge this plan to be dropped immediately.

Danube ATCU and vida believe, that this step has no proven economical base, consequently benefit in any KPAs, being out of all reason, particularly as the European Transport Workers' Federation (ETF), the pan-European trade union organisation which embraces transport trade unions from the European Union, the European Economic Area and Central and Eastern European countries, has already developed an alternative concept called the 'Virtual Centre' concept.

The 'Virtual Centre' concept consists of a group of Area Control Centres (ACCs) remotely located, but interconnected and operating technically as a single ATM centre. A model based on a single ATM Centre (or a few) controlling a wide, multinational area, is not feasible, due to the extensive social, military, security and political impacts, which could jeopardize the success of the SES implementation. The 'Virtual Centre' concept allows the identification of information to be shared between different ATM systems, in particular the Flight Data Processing and Distribution module (FDP) and Surveillance data, as described in 'SWIM' (System Wide Information Management), one of the pillars of SESAR and all

safety relevant information. The interoperability of the Virtual Centre will enable an aircraft to be managed between two ACCs as by two sectors of the same ACC (radar handover, rerouting, direct routing...). In addition, the Virtual Centre can provide the basis for a contingency plan which has to be developed.

Danube ATCU does strongly oppose consolidation of any ATC facilities within the FAB CE, as this would have an unacceptable social and political impact.

We are convinced the same mistakes, which led to the failure of the CEATS project, must be avoided.

Danube ATCU is strongly concerned about possible plans in our FAB region to merge Air Navigation Service Providers or consolidate ATM facilities. Therefore, we ask you for response and to state your views on the mid-term and long-term perspective of the Republic of Austria on possible consolidation of ATM in the Central European region.

With best regards,
Yours faithfully


Wilhelm Haberzettl
Chairman
Federal Section for Transport


Bundesta. Gruppe Luft - Wasser
1305 Flughafen Wien
Obj. 520/1. OG. / Zi. 107


Dr. Wolfgang Hable
Chairman
Federal Group – Civil Aviation
and Maritime Transport


Norbert Payr
Chairman
ATM Committee



Force Ouvrière



Syndicat National de la Navigation Aérienne

CRNA/SO avenue Beaudésert 33692 MERIGNAC Cedex Tel : 05 56 55 63 71 – Fax : 05 57 92 84 87

Lotus Notes : fo-crnaso@regis-dgac.net / E-mail: fosnna@aol.com / Site web: <http://www.snnafoc.com>

FABEC : par son entêtement à vouloir un FABEC fusionnel, le gouvernement français déplace le conflit au niveau européen.

Les syndicats européens conscients des enjeux, promeuvent avec force le modèle coopératif.

A trop vouloir forcer la main et impliquer ses homologues européens du FABEC, le gouvernement français en vient à provoquer un effet boomerang. Peu à peu, les syndicats et les personnalités politiques des pays européens, y compris hors FABEC, sortent du bois et dénoncent cette volonté dogmatique sans justification économique ou opérationnelle réelle.

SOUTIEN de l'ETF

Le 23 février dernier, l'ETF (Fédération des syndicats européens des Transport, FO membre) avait exprimé son soutien à la grève très suivie des personnels en France du 23 au 26 février. L'ETF demande au gouvernement d'avoir un véritable dialogue social permettant de trouver une solution coopérative pour le FABEC.

L'ETF demande à tous les Etats et aux fournisseurs de services de la Navigation

aérienne européens (ANSP) une feuille de route avec pour objectif un modèle coopératif, plutôt qu'un modèle de consolidation pour la mise en place des FAB.

Pour l'ETF, l'annonce du Ministère français des Transports soutenant la consolidation dans le FABEC menace les emplois et les conditions de travail dans le secteur de l'aviation.

Rappel sur le Coop Model

Ce modèle est fondé sur la coopération entre ANSP d'une part, et, d'autre part, entre employeurs et employés. Les ACC sont raccordés entre eux et fonctionnent virtuellement comme un Centre unique. Le Coop Model permet le partage des informations entre les différents systèmes

ATM et les FAB peuvent ainsi augmenter leurs performances (amélioration de la rentabilité, réduction de l'impact sur l'environnement) et assurer un niveau de sécurité élevé avec des évolutions sociales positives.

SOUTIEN des collègues européens

Suite au mouvement social des personnels pour défendre un FABEC coopératif et l'unité de la DGAC, nos collègues de Danube ATCU du FAB Central Europe (le FAB "Central Europe" concerne l'Autriche, la République Tchèque, la Croatie, la Hongrie, la Slovaquie,

la Slovénie et la Bosnie) ont écrit à leur ministre des Transports pour évoquer la consolidation, la situation française et le CEATS.

Danube ATCU représente les syndicats de contrôleurs de l'Autriche, la République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie, ainsi que le syndicat autrichien VIDA et les employés d'Austro Control.

Dans ce courrier, *Danube ATCU déclare sa solidarité avec les personnels français. Il dénonce le plan du ministre français des transports visant à fusionner les centres de contrôle du trafic aérien en France, en Allemagne et en Suisse et lui demande de l'abandonner immédiatement.*

Pour Danube ATCU et Vida : "ce plan n'a aucune base économique prouvée, et les pays européens ont déjà

développé une alternative au concept fusionnel appelé "le Centre virtuel" ou "Coop model". Le "Centre virtuel" se compose d'un groupe de centres de contrôle distants, mais reliés entre eux et opérant techniquement comme un centre unique.

Un modèle basé sur un seul centre (ou peu de centres) contrôlant une zone large et multinationale n'est pas faisable, en raison des impacts de sécurité, politiques, militaires et sociaux étendus, qui compromettraient le succès de la mise en place de la directive SES2. Le concept de centre virtuel permet le partage d'informations entre les différents systèmes ATM, en particulier le traitement plan de vol (FDP) et les données de surveillance, comme décrit dans SWIM, un des piliers de SESAR et toutes les informations importantes de sécurité.

L'interopérabilité du centre virtuel permettra à un avion d'être contrôlé entre deux ACC (CRNA) comme par deux secteurs du même CRNA.

De plus, le Centre Virtuel peut fournir la base pour un plan d'éventualité qui doit être développé. Danube ATCU s'oppose vraiment fortement à la consolidation de toute installation ATC dans le FAB CE, car cela aurait un impact social et politique inacceptable. Nous sommes convaincus que les mêmes erreurs, qui ont mené à l'échec du projet CEATS, doivent être évitées (le projet CEATS était un projet qui a avorté entre l'Autriche, la Bosnie Herzégovine, la République tchèque, la Croatie, la Hongrie, la partie nord de l'Italie, la Slovénie, et la Slovaquie, NDLR).

J.L. BORLOO a mandaté Gilles SAVARY pour rencontrer les parties européennes concernées par le FABEC, et donc la directive SES2.

Le SNNA-FO et l'ETF ont demandé au nouveau médiateur de s'entretenir avec les responsables politiques et syndicaux des pays de l'UE impliqués dans la création des FAB.

Le SNNA-FO continuera à agir avec détermination pour la mise en œuvre d'un modèle coopératif et pour la défense de l'unité de la DGAC au sein de la Fonction Publique d'Etat.

